

**LES MISSIONS ET RELATIONS DU BEAU-FRÈRE DE BATISTA.  
UN APERÇU DU « SULTANISME » CUBAIN (1952-1958)**

André GOUNOT

« À partir des années 1940 et au cours des années 1950, les Archives nationales étaient victimes de la corruption politique et administrative qui avait envahi la vie publique cubaine<sup>1</sup> ». Cette remarque de l'éminent spécialiste de l'histoire de Cuba Louis A. Pérez rappelle que la corruption du régime de Fulgencio Batista, certes particulièrement prégnante, se situe dans la continuité des gouvernements antérieurs, démocratiques, de Grau San Martín et Prío Socarrás. Elle renvoie aussi à un problème de sources qui ne serait que partiellement résolu même si l'accès aux archives ministérielles était ouvert aux chercheurs dans un futur proche ou lointain<sup>2</sup>. À l'heure actuelle en tout cas, la plupart des études sur le *batistato* doivent se nourrir d'informations que l'on peut trouver dans des périodiques cubains. Or, si ceux-ci ont pu poursuivre leur parution – à l'exception du journal communiste –, ils étaient soumis à une censure de presse d'abord ponctuelle, ensuite plus lourde à partir de la fin de 1954, date à laquelle a commencé la deuxième phase, beaucoup plus répressive, du régime. La relative pénurie de sources permettant un regard en profondeur explique dans une large mesure pourquoi la dictature de Batista a surtout fait l'objet de présentations assez générales, sous forme de chapitres dans des ouvrages couvrant plusieurs périodes historiques<sup>3</sup>.

L'œuvre théorique majeure de Juan Linz situe la dictature érigée à Cuba entre mars 1952 et décembre 1958 dans la catégorie particulière de « régime

---

<sup>1</sup> Louis A. PÉREZ, *Essays on Cuban History: Historiography and Research*, Gainesville, University Press of Florida, 1995, p. 183.

<sup>2</sup> Qu'elles ne le soient pas jusqu'à ce jour est l'effet des blocages du pouvoir face à des analyses qui pourraient démentir, sources probantes à l'appui, certains propos de l'histoire officielle. En effet, celle-ci a établi que le régime de Fidel Castro constituait, dans tous les domaines, l'opposé positif de celui de Batista, synonyme de la période la plus noire de l'histoire de Cuba.

<sup>3</sup> Dans ce genre, les analyses de Hugh Thomas, publiées pour la première fois en 1971 dans *Cuba. The Pursuit of Freedom* (New York, Harper and Row Publishers) restent une référence incontournable. Nous avons utilisé la dernière version, en castillan, parue en 2012 (Barcelone, Random House Mondadori).

sultanique<sup>4</sup> ». Dénué de toute idéologie mobilisatrice, un tel régime fonctionne de manière arbitraire en reposant sur les intérêts personnels du dirigeant suprême, qui exerce un pouvoir sans entrave. Étroitement corrélés, le népotisme, le manque de professionnalisme et la corruption figurent parmi ses traits fondamentaux. Dans un article synthétique, le professeur d'Harvard Jorge Domínguez a confirmé la pertinence de cette classification<sup>5</sup>. Notre contribution s'inspire du concept de « régime sultanique » employé par ces deux politistes, tout en abordant la période de Batista sous un angle biographique et à partir d'un nombre assez conséquent de sources de première main. Le parcours personnel et politique de Roberto Fernández Miranda nous semble revêtir un intérêt particulier puisqu'il a croisé au moins trois terrains d'expérience et d'action : le beau-frère de Batista a ainsi fait une carrière militaire, entretenu des liens étroits avec la mafia chicago-havanaïse et, surtout, occupé pendant cinq ans le poste de directeur national des sports. L'analyse de ce dernier rôle, de nature gouvernementale, pourra en outre apporter des éléments nouveaux sur les rapports entre le pouvoir et la société civile.

Pour cette étude, les archives personnelles d'Avery Brundage, président du Comité international olympique (CIO) de 1952 à 1972, ont été d'une grande utilité. La correspondance avec Miguel de Mœnck<sup>6</sup>, l'un des principaux dirigeants sportifs cubains depuis les années 1920 et premier membre latino-américain du comité exécutif du CIO à partir de 1953, fournit en effet des informations riches en détails sur les conflits entre le sport associatif et le régime. En explorant le fonds « Registro de asociaciones » aux Archives nationales à La Havane, qui inclut l'époque de Batista, nous avons pu nous faire une idée plus claire de l'importance et de la composition du milieu sportif associatif havanais. La lecture des mémoires publiés de Fernández Miranda<sup>7</sup> et la consultation de différents périodiques<sup>8</sup> ont permis de croiser plusieurs types de sources.

---

<sup>4</sup> Juan J. LINZ, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Colin, 2006 (traduction de *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000), notamment p. 148-152. Ce travail a été publié pour la première fois en 1975, sous forme d'un chapitre de 236 pages dans Fred J. GREENSTEIN et Nelson W. POLSBY (dir.), *Handbook of Political Science*, vol. 3 : *Macropolitical Theory*, Reading, Addison Wesley, 1975.

<sup>5</sup> Jorge I. DOMÍNGUEZ, « The Batista Regime in Cuba », dans Houchang Esfandiari CHEHABI et Juan J. LINZ (dir.), *Sultanistic Regimes*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998, p. 113-131. Cet article s'appuie sur des sources secondaires et des témoignages publiés.

<sup>6</sup> Avery Brundage Collection, fonds n° 60, « IOC members » [ABC]. Ces archives sont disponibles sous forme de microfilms au Bundesinstitut für Sportwissenschaft à Bonn.

<sup>7</sup> Roberto FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones con el general Batista*, Miami, Ediciones Universal, 1999.

<sup>8</sup> Nous avons consulté toutes les éditions de 1952 à 1958 de *Bobemia*, l'hebdomadaire national au plus fort tirage (un demi-million d'exemplaires en 1958), ainsi que, de manière plus ponctuelle, la revue *Carteles*, surtout diffusée au sein des classes moyennes, et le quotidien catholique et conservateur *Diario de la Marina*.

Avant de présenter quelques éléments sur le personnage de Roberto Fernández Miranda, il convient de rappeler trois données historiques très générales afin de faciliter la lecture. Premièrement, Fulgencio Batista y Salívar (né en 1901 à Banes, province d'Oriente, mort en 1973 à Marbella, Espagne) avait déjà dirigé les destinées du pays de 1934 à 1944. Le chef des forces armées s'appuya d'abord sur des présidents marionnettes avant d'être élu président de la République de Cuba en 1940. Deuxièmement, pendant les années 1950, Cuba (qui comptait près de six millions d'habitants) était l'un des pays les plus développés de l'Amérique latine. Au niveau du revenu moyen par habitant, la plus grande île des Caraïbes arrivait au deuxième rang après le Venezuela qui connaissait quant à lui un boom économique grâce à son pétrole. Les classes moyennes et supérieures des grandes villes adoptaient un mode de vie et des modèles de consommation « à l'américaine » et bénéficiaient d'une offre culturelle et de loisirs très variée. Enfin, si les conditions de beaucoup de travailleurs et de la quasi-totalité de la population rurale restaient marquées par la pauvreté et la précarité, Cuba connut tout de même un redressement économique sensible au cours du deuxième règne de Batista. Ainsi, les principaux conflits se situaient clairement au niveau politique. L'opposition à la dictature se renforçait progressivement tout en se radicalisant, ce qui se traduisit par une augmentation de la violence et de la répression.

## L'établissement d'une relation de confiance et de dépendance

### *Quelques éléments biographiques*

Né le 6 juillet 1922 à La Havane, Roberto Fernández Miranda vécut ses premières années dans une maison louée par ses parents à Guanabacoa, dans les faubourgs de la capitale. Son père, Ramiro Fernández Ledo, originaire de la Galice, avait émigré à Cuba vers 1910 comme tant d'autres Espagnols affectés par la crise économique. Après sa formation de mécanicien, il se maria à Emelina Miranda Casais, une créole issue de la bourgeoisie galicienne. Le couple donna naissance à quatre enfants : Martha l'aînée, Lilia, Roberto le « petit frère » et Cecilia. Le père franchit un nouveau palier social en acquérant un immeuble doté de plusieurs espaces commerciaux à Marianao, quartier havanais de bonne renommée, où la famille s'installe. Toutefois, son idéalisme le conduisit à participer à la Guerre civile d'Espagne aux côtés des républicains, geste qui restera à jamais incompris par son fils. Celui-ci poursuivait alors son parcours scolaire en faisant une courte étape au prestigieux collège Chandler dirigé par des protestants nord-américains. Pendant ce temps, Roberto découvrit sa passion pour le sport, en particulier pour le base-ball qu'il pratiquait de manière assidue<sup>9</sup>.

Le parcours professionnel de ce talent sportif au demeurant peu brillant dans la plupart des autres matières allait cependant être moins déterminé par

---

<sup>9</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 57-65.

son éducation intellectuelle et corporelle que par les suites d'un accident survenu à sa sœur Martha. Lors d'une promenade en bicyclette en 1938, elle fut renversée par une voiture, et le conducteur, Fulgencio Batista, s'occupa aussitôt de la jeune collégienne effrayée et légèrement blessée, qui allait devenir son amante. Par le biais de cette liaison très officieuse, le chef des forces armées, marié depuis douze ans à Elisa Godínez Gómez (*primera dama* de Cuba de 1940 à 1944), fit connaissance de Roberto Fernández Miranda. Il le persuada d'entrer dans l'Armée et se chargea lui-même de l'opération, interdite en principe par les lois puisque le jeune homme en question était encore mineur<sup>10</sup>.

Au cours de sa formation, Fernández Miranda, qui mesurait presque deux mètres, se distingua à la fois comme tireur exceptionnel<sup>11</sup> et comme soldat parfaitement obéissant en toute circonstance. Quand Cuba se mobilisa hâtivement dans la perspective d'entrer dans la Seconde Guerre mondiale aux côtés des États-Unis, il fut envoyé par le général Batista à l'école des officiers afin qu'il accède le plus rapidement possible au grade de lieutenant<sup>12</sup>. En 1944, au moment où se termina le mandat présidentiel de Batista, non renouvelable en vertu de la Constitution, Fernández Miranda était chef de compagnie et pensait poursuivre sa carrière militaire ; ceci, dans un contexte relativement calme en l'occurrence puisque les troupes terrestres cubaines ne partirent finalement pas au front. Cependant, les élections furent remportées par le docteur Ramón Grau San Martín, adversaire notoire de Batista et leader des *Auténticos* (Partido Revolucionario Cubano selon le nom plus officiel mais moins usité), groupement de tendance vaguement social-démocrate. Grau écarta les membres de l'Armée qu'il soupçonnait d'être trop proches de son prédécesseur<sup>13</sup>, parmi eux Fernández Miranda.

Dans sa recherche d'un nouvel emploi, l'ex-lieutenant bénéficia d'abord de la bienveillance du frère cadet de Batista, maire de Marianao, qui l'embaucha comme collecteur d'impôt. Il découvrit alors le système de corruption dans lequel étaient impliqués les commerçants et les hôteliers. Son collègue le plus proche dénonça les pratiques illicites, ce qui amena le maire Francisco Batista à

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 66-68. Batista lui-même avait appris à un moment précoce de sa carrière militaire que les lois, contrairement aux liaisons familiales ou amicales, n'avaient que peu de signification dans cette institution corrompue de longue date. En effet, en 1926, son supérieur hiérarchique et protecteur, le colonel Rasco y Ruiz lui avait évité, par sa seule intervention personnelle, une peine judiciaire qui l'attendait suite à sa participation à une violente bagarre entre militaires et civils dans un club de nuit. Cette forme de socialisation professionnelle pourrait expliquer en partie pourquoi Batista, une fois arrivé au pouvoir, continuait à faire régner les principes du copinage et du favoritisme dans l'armée cubaine et ailleurs. Cf. Frank ARGOTE-FREYRE, *Fulgencio Batista. From Revolutionary to Strongman*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2006, p. 32-33.

<sup>11</sup> Il obtint le titre très officiel de « *Tirador distinguido* ». Cf. Servando VALDÉS SANCHEZ, « El deporte en la cultura de las élites militares : 1952-1958 », *La Jiribilla, revista de cultura cubana*, n° 190, 2004 [en ligne : <http://www.lajiribilla.cu/>].

<sup>12</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 71, 75 et 78-82.

<sup>13</sup> Plusieurs centaines d'officiers étaient concernés. Cf. J. DOMÍNGUEZ, « The Batista Regime in Cuba », *op. cit.*, p. 121.

licencier les deux hommes. « Ainsi fonctionne donc le monde », c'est la leçon qu'aurait retenue Roberto Fernández de cette expérience<sup>14</sup>. Peu après, il accepta un emploi de caissier dans un magasin de mobilier tenu par le riche entrepreneur libanais Jacobo Saif Yapor, père de sa compagne Adela qu'il allait épouser deux ans plus tard.

### *L'entrée dans la politique*

Suite à la défaite électorale de son candidat et ex-premier ministre Carlos Saladrigas, Fulgencio Batista s'exila à Daytona Beach (Floride), où il célébra en octobre 1945 ses noces avec Martha Fernández Miranda. Quand l'ex-président commença à s'orienter vers un retour à Cuba et à la politique, il choisit son nouveau beau-frère comme l'un de ses principaux associés sur place. Les élections présidentielles furent encore une fois remportées en 1948 par les *Auténticos*, malgré un bilan peu satisfaisant de leur mandat précédent, et le docteur Carlos Prío Socarrás prit le relais à la tête de la république. Aux élections parlementaires qui eurent lieu également à l'été 1948, Batista décrocha un siège de sénateur. Peu après, il réintégra sa *finca* « Kuquine » dans les environs ruraux de La Havane, dont il avait entre-temps confié la gestion à Roberto Fernández Miranda. Celui-ci fut aussi nommé chef de la sécurité et donc de l'escorte personnelle de Batista, ce qui lui procura entre autres une rapide éducation politique à travers l'assistance à nombre de meetings. C'est pendant cette phase que s'établit une relation à la fois étroite et asymétrique, qui allait durer pour toujours, entre Roberto Fernández et son beau-frère nettement plus âgé. Elle reposait, outre la confiance mutuelle, sur la fidélité absolue, l'admiration, la disposition à l'obéissance et le sentiment de gratitude du premier à l'égard du second.

De nouveau candidat à la présidence de la république, Batista multipliait naturellement ses apparitions publiques à l'approche des élections de 1952, cependant les sondages ne lui permirent à aucun moment d'espérer sérieusement qu'il allait les remporter. À partir du début de l'année 1952 germa ainsi en lui l'idée de s'emparer du pouvoir par la force. Il s'appuyait sur un groupe d'officiers ayant déjà préalablement envisagé une rébellion armée, avec lequel des réunions conspiratives se tenaient dans la maison de Fernández Miranda sur la propriété « Kuquine »<sup>15</sup>. Au petit matin du 10 mars 1952, les insurgés s'emparèrent facilement du camp militaire Columbia, avant d'occuper d'autres postes stratégiques à La Havane. Prío Socarrás, désemparé, se réfugia à l'ambassade du Mexique, alors que Batista, dans un premier message radiophonique aux Cubains, présentait déjà les noms des nouveaux ministres. La majorité des habitants de l'île affichaient une relative indifférence face à cet

<sup>14</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 94.

<sup>15</sup> H. THOMAS, *Cuba. The Pursuit of Freedom*, *op. cit.*, p. 591 ; Enrique VIGNIER et Guillermo ALONSO, *La corrupción política administrativa en Cuba, 1944-1952*, Habana, Editorial de Ciencias Sociales, Instituto Cubano del Libro, 1973, p. 314.

événement, ne croyant plus de toutes les façons en des changements positifs venant de la part de leurs élus, un trop grand nombre d'entre eux ayant été impliqués dans des affaires de corruption. Toutefois, Batista était confronté d'emblée à un problème de légitimité dans la mesure où il avait brisé les règles démocratiques sans même être porté par un mouvement populaire.

Au moment où le chef de l'État autoproclamé s'apprêtait à emménager au *Palacio presidencial* situé au centre de la ville, il informa son beau-frère de la nouvelle mission qu'il lui réservait, celle de diriger l'appareil militaire dans ce même lieu. De manière plus générale, c'était le grand retour des amis de Batista aux postes de commande de l'armée<sup>16</sup>. En lien avec sa nouvelle fonction, qui le fit par ailleurs accéder au grade de colonel, Fernández Miranda participait accessoirement à des réceptions de personnages politiques d'autres pays et à des voyages à l'étranger du président.

En novembre 1952, l'ex-*pelotero* (joueur de base-ball), âgé alors de 30 ans, reçut une charge politique d'envergure. Il fut nommé directeur de l'institution gouvernementale Comisión Nacional de Deportes (CND), fonction que l'on peut comparer à celle de secrétaire d'État aux Sports, remplie jusque-là par Lorenzo Nodarse. Cet ancien membre de l'équipe nationale de tennis, participant à la Coupe Davis au cours des années 1930, était pourtant crédité d'un engagement et d'une qualité de travail hors du commun. Dans un secteur négligé par les gouvernements antérieurs, Nodarse avait élaboré un programme ambitieux en faveur d'installations publiques et, malgré un budget très limité, lancé les premières mesures pour permettre la pratique sportive à des jeunes issus de milieux pauvres<sup>17</sup>. Apprécié du public cubain, il ne pouvait être qu'un atout pour Batista et sa politique qui, au-delà des discours populistes, reposait aussi sur de réelles mesures en faveur du peuple, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les loisirs n'étaient pas non plus laissés de côté, et il paraît tout à fait cohérent de ce côté que Fulgencio Batista, homme d'origine plus que modeste qui affectionnait les espaces aquatiques<sup>18</sup>, ait été à l'origine de *balnearios populares* dans la zone de La Havane. La première de ces plages publiques d'accès gratuit fut ouverte en grande pompe dès juillet 1952, en présence du chef de l'État qui exprima le souhait « [...] que tous les Cubains, riches ou pauvres, puissent profiter de la mer<sup>19</sup> ». Au début en tout cas, le général souhaitait asseoir son pouvoir sur une certaine légitimité non seulement

---

<sup>16</sup> Louis A. PÉREZ, *Cuba : Between Reform and Revolution*, New York-Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 230 ; J. DOMÍNGUEZ, « The Batista Regime in Cuba », *op. cit.*, p. 121.

<sup>17</sup> Ainsi par exemple, il fit transformer des espaces goudronnés adjacents au Palais des Sports en terrains de jeux sportifs, introduisit pour les boxeurs amateurs une assurance maladie prise en charge par la DGD, et collecta de l'argent auprès d'œuvres sociales et d'entreprises privées afin de fournir des vêtements sportifs et de l'alimentation aux pratiquants sportifs les plus démunis. Cf. *Bohemia*, 27 juillet 1952 ; *Diario de la Marina*, 7 novembre 1952.

<sup>18</sup> F. ARGOTE-FREYRE, *Fulgencio Batista...*, *op. cit.*, p. 11-12.

<sup>19</sup> *Bohemia*, 17 août 1952. De manière générale, la baignade dans l'eau de mer était jusque-là réservée dans la zone de La Havane aux membres de clubs privés, à l'exception d'une plage ouverte à tous, avec entrée payante cependant.

à travers des éléments de démocratie de façade, mais aussi et surtout en obtenant la faveur de la plus grande partie de la population<sup>20</sup>.

L'attribution de la fonction de directeur des sports à Lorenzo Nodarse immédiatement après sa prise de pouvoir avait correspondu, entre autres, au choix de Batista de s'entourer dans un premier temps de personnages issus de la société civile afin de mieux suggérer que son action ne visait pas à établir une dictature militaire mais, bien au contraire, à défendre les fondements démocratiques de l'État cubain. Si le pouvoir était désormais centralisé dans le Conseil exécutif, ce n'était qu'une mesure provisoire pour remédier le plus efficacement possible à la crise économique, politique et morale qui affectait la nation, en attendant la date probablement pas si lointaine d'élections en conformité avec la Constitution. Ayant justifié son putsch en insinuant que le président corrompu Prío Socarrás aurait, sinon, tenté de garder le pouvoir en employant les armes, Batista s'érigea aussi en sauveur de la république par son action déterminée contre la corruption des fonctionnaires d'État, obligés de déclarer tous leurs biens ainsi que ceux des membres de leur famille les plus proches<sup>21</sup>. Alors que la nomination de l'ex-champion sportif Nodarse, homme intègre et politiquement indépendant<sup>22</sup>, paraissait logique à ce moment, celle de Fernández Miranda surprit non seulement le principal concerné, mais aussi les journalistes sportifs. Le *Diario de la Marina*, d'habitude très complaisant envers le gouvernement de Batista, affirma qu'au regard du travail exceptionnel qu'était en train de réaliser Nodarse, sa destitution paraissait injustifiée, avant de critiquer la manière : Batista l'avait invité brusquement à ne plus s'occuper que de l'organisation des activités sportives dans les centres de rétention<sup>23</sup>. Fernández Miranda était bien conscient de son côté que sa nouvelle attribution se fondait moins sur ses compétences particulières que sur ses relations privilégiées avec le chef de l'État<sup>24</sup>. Ce choix correspondait en effet, nous allons le voir, à une stratégie politique et, surtout, à des intérêts très personnels de Batista. Il se situe tout au début d'un processus au cours duquel les perspectives d'un retour à la démocratie furent écartées de manière de plus en plus évidente par l'installation d'un régime sultanique.

## Directeur des sports

*Les tentatives de mise au pas du sport associatif et leur échec*

La charge de Roberto Fernández Miranda était fortement liée à l'objectif d'imposer le contrôle de l'État dans un secteur important de la société civile,

---

<sup>20</sup> Cf. Vanni PETTINÀ, *Cuba y Estados Unidos, 1933-1959. Del compromiso nacionalista al conflicto*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2011, p. 112-113.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 103-104.

<sup>22</sup> *Diario de la Marina*, 7 novembre 1952.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 143-146.

dans la perspective d'établir une dictature durable. En 1953, Batista déçut les espoirs de ceux qui avaient cru en ses promesses concernant la remise en vigueur de toutes les dispositions de la Constitution de 1940. En février, il annonça le report des élections, et en novembre, il rendit illégal son ancien partenaire politique le parti communiste (qui portait le nom de « Partido Socialista Popular »). Quant au nouveau directeur de la CND, il n'hésita pas à s'entourer de *batistianos* (partisans de Batista) avérés, parmi eux des militaires. Il choisit le commandant Antonio Clemente Filis comme adjoint chargé du sport amateur, tandis que le manager de boxe Ernesto Azúa<sup>25</sup> allait jouer ce rôle pour le sport professionnel qui, du coup, sortait du domaine strictement privé. Pour la nouvelle fonction d'organisateur de courses automobiles, Fernández fit appel au lieutenant Joaquín del Cueto.

Publiés en mai 1953, les nouveaux statuts de la CND stipulèrent que cette institution gouvernementale – dont les membres devaient être désignés officiellement par le président – serait « l'autorité nationale suprême pour la diffusion, la réglementation et le contrôle de tous les sports, aussi bien dans le secteur associatif que dans le secteur professionnel<sup>26</sup> ». Ce texte de loi éveilla immédiatement des inquiétudes au sein d'un mouvement sportif qui était jusque-là resté à l'abri de telles tentatives d'ingérence de la part de l'État, cela même sous la dictature du général Machado (1925-1933). La Liga Cubana de Baseball Profesional, l'organisation la plus influente de ce « sport roi » qui attirait tous les weekends des dizaines de milliers de spectateurs, émit aussitôt un signe d'insoumission. Elle envoya une délégation au Palais présidentiel pour déclarer à Batista que, dans ces conditions, elle envisageait de geler son championnat. Conscient des dommages qu'un tel geste de réprobation pourrait lui apporter, Batista ordonna à son beau-frère d'exempter la ligue de la nouvelle loi<sup>27</sup>.

Miguel de Mœnck estima quant à lui qu'au vu des statuts, la CND risquait de faire beaucoup de dégâts, mais présagea que le sport amateur allait s'opposer avec succès<sup>28</sup>. Il est vrai que les statuts n'apportaient pas de précisions sur un éventuel contrôle politique des fédérations. Celles-ci semblaient pouvoir continuer à fonctionner selon leurs principes habituels, avec notamment l'élection libre de leurs dirigeants. On retrouve ici une caractéristique générale du régime de Batista : le désir de tout contrôler était bien présent, mais il était souvent contrecarré par le souhait de maintenir des

---

<sup>25</sup> On peut supposer qu'Azúa était déjà à ce moment un partisan inconditionnel de Batista. En tout cas, après la prise de pouvoir par Fidel Castro, il apparut comme l'un des leaders du mouvement contre-révolutionnaire Frente de Liberación nacional.

<sup>26</sup> « Decreto-ley 860 del 12 de mayo de 1953 », dans Edmundo ESTRADA Y ZAYAS, *Leyes-decretos vigentes, vol. 1, 10 marzo 1952-31 diciembre 1953*, Editorial Lex, La Habana, 1956, p. 1284-1288.

<sup>27</sup> En raison de la censure de presse, ce succès de la ligue de base-ball ne fut révélé que le 25 janvier 1959 par *Carteles*. La revue *Bobemia* avait tout juste fait part du mécontentement de cette organisation dans son édition du 16 août 1953.

<sup>28</sup> ABC, « Miguel A. Mœnck to Avery Brundage, Havana, June 23, 1953 ».

apparences de pluralisme. Ainsi, les tentatives de mainmise sur le mouvement sportif associatif s'effectuèrent d'abord de manière peu ostensible<sup>29</sup>.

À l'automne 1954, peu avant les élections présidentielles frauduleuses qui marquèrent le basculement définitif vers un système répressif, le dictateur s'attaqua cependant à l'autonomie du Comité olympique cubain (COC) en décidant lui-même de la composition de son nouveau comité exécutif. Son beau-frère en personne était prévu pour remplacer le président Rafael de Jesús Iglesias, dirigeant sportif expérimenté qui assumait simultanément la présidence de la fédération d'athlétisme. Parmi les membres désignés du comité exécutif, on retrouve le commandant Filis (assistant de Fernández Miranda pour le secteur amateur, rappelons-le), le chef de la police secrète Enrique Fernández Parajón et le chef de la police nationale le colonel Hernando Hernández. Le plus haut représentant olympique cubain, Miguel de Mœnck, était supposé assurer la caution du Comité international olympique. Il fit le contraire et déclencha ainsi un conflit virulent entre le sport associatif et le pouvoir.

En effet, plutôt que d'accepter sa nomination, l'architecte chargé de cours à l'Université de La Havane (un grand foyer de l'opposition) alerta le CIO<sup>30</sup> sur le non-respect de la « règle 25 » que celui-ci avait adoptée en mai et qui stipulait : « Les Comités nationaux olympiques doivent être complètement indépendants et autonomes et en dehors de toute influence politique, confessionnelle ou commerciale<sup>31</sup>. » Avery Brundage, président du CIO depuis 1952 et ami personnel de Miguel de Mœnck, ne tarda pas à confirmer que la structure olympique mise en place par Batista n'avait aucune légitimité et qu'elle n'allait donc pas être reconnue par le CIO, ce qui signifiait que Cuba allait être exclue des prochains Jeux panaméricains<sup>32</sup>. En face de la persévérance de Fernández Miranda, qui ne daignait pas en outre recevoir le membre cubain du CIO, Brundage envoya par la suite un télégramme précisant que le directeur de l'institution sportive de l'État n'était simplement pas éligible<sup>33</sup>.

---

<sup>29</sup> À travers, entre autres, un renforcement des mesures bureaucratiques qui consistait à appliquer de manière stricte les dispositions de la loi sur les associations datant de l'époque coloniale. Celles-ci prévoyaient, entre autres, que toutes les associations fassent parvenir aux administrations provinciales les informations en date sur leurs objectifs, sur les membres de leurs comités directeurs et sur leurs finances. Assez théorique avant 1952, cette obligation semble s'être transformée en un réel instrument de surveillance en entraînant la dissolution des associations qui ne la suivaient pas. C'est en tout cas la tendance que suggère la consultation de 42 dossiers d'associations sportives aux Archives nationales (La Havane), « Registro de Asociaciones ».

<sup>30</sup> ABC, « Miguel A. Mœnck, Havana, to Avery Brundage, October 16<sup>th</sup>, 1954 » ; ABC, « Miguel A. Mœnck to Avery Brundage, November 9, 1954 ».

<sup>31</sup> Archives du Comité international olympique, Lausanne, « Règle Olympique n° 25, Comités nationaux olympiques, adoptée à la Session du C.I.O. à Athènes, mai 1954 ». Voir aussi les explications de Miguel de Mœnck dans *Bohemia*, 7 novembre 1954.

<sup>32</sup> ABC, « Telegram. Brundage to Mœnck, October 21, 1954 ».

<sup>33</sup> ABC, « Telegram. Mœnck to Avery Brundage, 1955, January 4 » ; ABC, « Telegram. Brundage to Miguel A. Mœnck, 1955, January 4 ».

Miguel de Mœnck convoqua pour le 5 janvier 1955 une réunion des délégués des fédérations sportives pour procéder aux élections du comité exécutif du COC, conformément aux règles. Employant les méthodes du chantage et des pots-de-vin, Fernández Miranda s'assura au préalable du soutien de sept fédérations<sup>34</sup>. La majorité des fédérations refusèrent cependant de s'aligner, même en sachant qu'elles allaient perdre tout soutien de l'État<sup>35</sup>. Leur candidat, le docteur Narciso Camejo Estrella, fut ainsi élu président. En guise de compromis, les délégués acceptèrent en revanche l'intégration des deux hauts représentants de la police, Parajón et Hernández, qui allaient respectivement occuper les postes de secrétaire et de trésorier<sup>36</sup>. Dans ce bras de fer, la société civile avait montré sa force sans pour autant pousser à l'abandon le gouvernement qui, de son côté, avait tout de même fait preuve d'une évidente impuissance.

Il faut noter que l'opposition contre Fernández Miranda était menée par les fédérations de base-ball (amateur), d'athlétisme et de natation, qui étaient regroupées sous le chapeau de l'Unión Atlética Amateurs de Cuba (UAAC), organisation bourgeoise fondée en 1922 par Miguel de Mœnck. En outre, le président de la fédération de natation n'était autre que Porfirio Franca, personnage illustre qui avait été brièvement membre du gouvernement du Pentarque. Celui-ci avait dirigé le pays après la chute de Machado en 1933, avant que Batista ne tire son épingle du jeu pour s'emparer du pouvoir. Le président de la fédération de base-ball, Manuel González Guerra, allait plus tard occuper des positions importantes dans le système sportif socialiste sous Fidel Castro. Sans doute peut-on parler ainsi d'une rébellion politique d'une partie de l'élite contre le régime de Batista sous couvert d'« affaire sportive », même si certains dirigeants luttaient principalement pour un illusoire apolitisme sportif.

La réplique de la CND consista à retirer toute subvention aux délégations cubaines supposées participer aux Jeux olympiques et aux Jeux régionaux. Puisque certains avaient tant insisté sur l'indépendance totale du Comité olympique cubain prescrite par le CIO, il était logique que l'État applique de son côté cette règle, expliqua Fernández Miranda<sup>37</sup>. Dans le contexte de censure de presse alourdie, le conflit désormais permanent entre le pouvoir et le mouvement sportif ne fit pas l'objet d'articles journalistiques détaillés ou explicites. Quelques textes parus immédiatement après la chute de Batista sont d'autant plus éclairants. Ainsi, dans un communiqué à tous les Cubains, publié par le *Diario de la Marina* le 6 janvier 1959, l'Unión Atlética

---

<sup>34</sup> Voir ABC, lettres de Miguel A. Mœnck à Avery Brundage du 16 octobre, du 9 décembre et du 27 décembre 1954 ainsi que du 18 janvier 1955.

<sup>35</sup> Cette menace allait se transformer en réalité par la suite. Cf. ABC, « Miguel A. Mœnck to Avery Brundage, October 5, 1955 ».

<sup>36</sup> Mœnck, soulagé d'arriver à la fin d'une longue et pénible bataille, justifia la présence de ces deux personnages en expliquant à Brundage qu'ils appartenaient depuis longtemps au milieu sportif. ABC, « Miguel A. Mœnck to Avery Brundage, January 10th, 1955 ».

<sup>37</sup> *Bohemia*, 16 septembre 1956.

Amateurs de Cuba souligna qu'elle avait « [...] su éviter, grâce à son action civique, la démoralisation du sport amateur et le contrôle absolu que [la CND] voulait exercer sur lui ». Un commentaire du journal confirma la justesse de ces propos. D'après *Carteles*, le sport amateur constituait pendant les dernières années du régime un réel facteur d'opposition. En 1958, ses fédérations s'étaient littéralement mises en grève en renonçant à la tenue de leurs championnats séniors et juniors. Les championnats d'aviron n'avaient pu se dérouler que suite à la menace adressée aux yacht clubs d'envoyer la marine de guerre pour faire couler leurs bateaux<sup>38</sup>. La première lettre que Miguel de Mœnck envoya au président du CIO après la victoire de Fidel Castro témoigne à la fois de l'acharnement du gouvernement de Batista et du soulagement (provisoire) éprouvé par les défenseurs de la démocratie :

The main and best thing is that we can say anything we wish without fear of being arrested or killed. Practically all my letters which I received from Mexico, Colombia, Venezuela, Porto Rico and the United States were opened and I could not write what was happening here. [...] Almost everybody lived here in a constant fear in the last two years. Let's hope that we will never have a government of this type again<sup>39</sup>.

En définitive, la CND conduite par Fernández Miranda n'a pas réussi à domestiquer le mouvement sportif associatif. Bien au contraire, par l'intermédiaire de ses dirigeants, celui-ci a participé, dans un premier temps, de la distanciation de l'élite vis-à-vis du nouveau pouvoir. Vers la fin du règne de Batista, le sport associatif a même formé un vecteur visible pour transmettre l'exaspération sentie par la grande majorité de la population envers la dictature.

### *Un certain professionnalisme*

Concernant le conflit autour du Comité olympique cubain, Roberto Fernández Miranda n'a probablement jamais ignoré les règles et les possibilités d'intervention du CIO. Ses rencontres personnelles avec le général José Moscardó<sup>40</sup>, président à la fois de l'institution sportive franquiste et du Comité olympique espagnol depuis 1939 (et jusqu'à sa mort en 1956), ont cependant pu lui suggérer qu'un tel double mandat était également envisageable pour lui<sup>41</sup>. En fait, dans la gestion des affaires sportives, le beau-frère de Batista était loin de personnifier le dilettantisme qui régnait dans d'autres secteurs. C'est en tout cas ce que suggère le nombre de réalisations dans lesquelles la Comisión Nacional de Deportes était impliquée. L'institution put mettre à son actif la construction

<sup>38</sup> *Carteles*, 25 janvier 1959.

<sup>39</sup> ABC, « Miguel A. Mœnck to Avery Bundage, January 9<sup>th</sup>, 1959 ».

<sup>40</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 153.

<sup>41</sup> En outre, Avery Brundage permettait à toutes les dictatures socialistes d'établir des comités olympiques qui étaient autonomes sur le papier, mais entièrement dépendants du pouvoir politique comme tout le monde le savait. Probablement, le président du CIO est intervenu de manière aussi ferme en estimant qu'une éventuelle mise en quarantaine du sport cubain n'allait pas avoir de véritable impact sur le sport international.

d'une douzaine de stades publics dans les grandes villes de province<sup>42</sup> et d'un certain nombre de gymnases dispersés à travers le pays, qui abritaient le plus souvent des rings de boxe. En février 1958 fut inauguré le *Coliseo* havanais, l'un des plus grands palais du sport du monde latino-américain avec 15 000 places<sup>43</sup>, qui allait constituer la pièce centrale d'un complexe multisport (la *Ciudad deportiva*) mis en chantier d'après un projet soumis par Fernández Miranda et retenu en 1954 sous forme de décret-loi<sup>44</sup>. Plusieurs centres d'instruction sportive et d'entraînement (*academias deportivas*) furent également établis. En dehors de cela, l'administration publique du sport connut un élargissement à travers la mise en place d'antennes de la CND dans les provinces. Enfin, la CND organisa un grand nombre de manifestations sportives, dont certaines favorisaient la participation de jeunes issus des milieux populaires.

La place prépondérante des installations sportives dans les réalisations de la CND renvoie, d'une part, à l'importance générale des constructions dans le cadre d'une politique volontariste de diversification économique entamée après le 10 mars. D'autre part, les intérêts personnels de Batista y étaient bien présents : 30 % des sommes allouées par le Ministerio de Obras públicas retournaient, en tant que « commission », dans les caisses du gouvernement contrôlées et exploitées à sa guise par le *caudillo*<sup>45</sup>. Quoi qu'il en soit, les mesures en faveur de la pratique sportive dépassaient largement celles que les gouvernements antérieurs avaient prises<sup>46</sup>, même si elles laissaient à l'écart la population rurale<sup>47</sup>.

Autre marque de professionnalisme, Fernández Miranda sut faire diffuser une image positive de son travail et se poser comme patron bienveillant de tous les grands et petits sportifs cubains. Ainsi, il ne se contentait pas d'apparaître en compagnie de vedettes du monde athlétique ; il remit en personne des vêtements sportifs à des jeunes de milieux pauvres, non sans avoir préalablement invité les journalistes et photographes à en témoigner<sup>48</sup>.

---

<sup>42</sup> Jusque-là, presque tous les terrains de sport appartenaient à des clubs privés ou à des entreprises.

<sup>43</sup> Qui était par ailleurs un vrai joyau de l'architecture cubaine moderne avec sa forme ovale et son plafond en coupole. Cf. *Bohemia*, n° 2, 12 janvier 1958.

<sup>44</sup> « Ley-decreto n° 1405, 3/5/54 », *Gaceta oficial*, 13 mai 1954. Les constructions s'achèveront après la fin du régime de Batista.

<sup>45</sup> J. DOMÍNGUEZ, « The Batista Regime in Cuba », *op. cit.*, p. 125.

<sup>46</sup> Ainsi, sous le gouvernement de Grau San Martín, l'aménagement d'un terrain de basket-ball au stade de l'Université de La Havane fut la seule contribution de l'État dans le domaine des installations sportives. Cf. MINISTERIO DE OBRAS PÚBLICAS, *El plan de obras públicas del gobierno del Dr. Ramón Grau San Martín 1944-1948. Un informe à la nación*, s.d. [1948], p. 37 et 91.

<sup>47</sup> Encore très importante malgré l'urbanisation forte pendant les décennies précédentes et qui se poursuivit sous Batista. En 1953, 45 % des Cubains vivaient dans des villes de plus de 5 000 habitants. Cf. Consuelo NARANJO OVIEDO, « Evolución de la población desde 1760 a la actualidad », dans ID. (coord.), *Historia de Cuba*, Madrid, Consejo superior de Investigaciones científicas-Ediciones Doce Calles, 2009, p. 49.

<sup>48</sup> *Bohemia*, 8 mai 1955.

Dès la phase initiale, le directeur des sports avait réussi, avec l'aide de son attaché de presse Ricardo Menocal (également directeur des pages sportives du quotidien *Excelsior*<sup>49</sup>), à établir des rapports de proximité avec les journalistes sportifs organisés dans l'Asociación de Cronistas Deportivas de La Habana. Même la revue *Bohemia*, qui était opposée à Batista et publiait jusqu'aux pamphlets de Fidel Castro, se gardait de lancer des critiques à l'égard du directeur des sports. Le *Diario de la Marina* allait le plus loin dans les louanges : à la veille de l'inauguration du *Coliseo*, le quotidien catholique invita chaque Cubain à « ériger un petit autel pour l'inoubliable directeur général des Sports<sup>50</sup> », après avoir annoncé que cette *magna obra* qu'il avait fait naître allait recevoir la bénédiction du cardinal Manuel Arteaga Betancourt.

Cependant, les commentaires le plus souvent complaisants et parfois élogieux de la presse de toutes couleurs à l'égard des actions de Fernández Miranda n'étaient pas exclusivement portés par la sympathie ou l'admiration. La CND payait en fait un salaire additionnel à beaucoup de journalistes sportifs<sup>51</sup> et participait ainsi de manière efficace aux tentatives plus générales de Batista d'orienter l'opinion publique en manipulant ses principaux supports<sup>52</sup>. La même méthode de fidélisation fut appliquée au personnel de la CND. Ainsi, une augmentation tout aussi considérable qu'officieuse des droits de retransmission pour les combats de boxe professionnelle, imposée à la chaîne CMQ, permit entre autres de mieux payer les collaborateurs à La Havane<sup>53</sup>. En province, les agents de l'institution étatique purent établir leur propre négoce autour de tournois de boxe soi-disant amateurs, dont ils encaissaient l'essentiel des recettes en offrant des primes dérisoires aux boxeurs. Un reportage que *Carteles* voulut publier sur ces pratiques, qui attestent d'une corruption plus générale au sein de la Comisión Nacional de Deportes, fut censuré<sup>54</sup>. Par ailleurs, le rôle que l'argent a joué dans la nomination du directeur des sports est bien traduit par les statuts de la CND publiés en mai 1953 : désormais, cette institution contrôlait tous les projets de construction dans le secteur sportif, même émanant de clubs privés<sup>55</sup>, ce qui lui ouvrait l'accès à toutes sortes de

---

<sup>49</sup> Cela tout au long de la direction de la CND par Fernández Miranda. Cf. *Diario de la Marina*, 27 janvier 1958.

<sup>50</sup> *Diario de la Marina*, 26 février 1958.

<sup>51</sup> ABC, « Miguel A. Mœnck to Avery Brundage, November 9, 1954 » ; ABC, « Miguel A. Mœnck to Avery Brundage, August 26, 1956 ».

<sup>52</sup> Batista a indiqué que les « subventions » versées aux journalistes et autres auteurs s'élevaient à plus de 1,3 million de pesos. Cf. Fulgencio BATISTA, *Piedras y leyes*, Mexico, Ediciones Botas, 1961, p. 156. Pour avoir une idée plus précise du montant : en 1957-1958, l'État investit 1,75 million de pesos dans le sport. Cf. Dudley SEERS, *Cuba : The Economic and Social Revolution*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1964, p. 41.

<sup>53</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 150. L'attribution des droits exclusifs à CMQ est mentionnée dans *Bohemia*, 18 et 25 mars 1956.

<sup>54</sup> *Carteles*, 25 janvier 1959.

<sup>55</sup> « Decreto-ley 860 del 12 de mayo de 1953 », dans Edmundo ESTRADA Y ZAYAS, *Leyes-decretos vigentes...*, *op. cit.*, p. 1287.

commissions. Plus traditionnellement, la CND organisait les *quinielas*, les paris sportifs nationaux<sup>56</sup>.

Quand Fernández Miranda annonça son départ de la CND, le 27 janvier 1958, ses collaborateurs présents ainsi que 14 journalistes sportifs signèrent une lettre exprimant toute la reconnaissance qu'ils avaient pour son « œuvre inoubliable en faveur de la jeunesse sportive<sup>57</sup> ». Avec l'accord officiel de Batista, Fernández Miranda transféra sa fonction à Nicolás Jacobo Saif Yapor, son beau-frère. Dans l'institution sportive, le népotisme et la corruption étaient donc bien des données structurelles qui, cependant, n'excluaient pas certaines avancées de la politique sportive.

### Un criminel notoire

D'après la revue *Bohemia*, le sport professionnel cubain était envahi par des *aventureros* de toutes sortes qui cherchaient à faire fortune sans peine ni scrupules<sup>58</sup>. C'est surtout la boxe professionnelle qui fut la cible de critiques à mesure que les arbitrages douteux ou scandaleux se multipliaient<sup>59</sup>. En fait, ce sport, de la même manière que d'autres concours sujets à des paris comme les courses de chevaux et de chiens, figurait parmi les nombreuses zones d'influence de la mafia<sup>60</sup>. Or, Fernández Miranda, sollicité pour apporter des solutions, était en mauvaise position pour mener la lutte contre l'intrusion des milieux criminels dans le sport. D'une part, nombre d'acteurs de ces milieux étaient protégés par le chef de l'État, qui recevait en retour 10 % des gains de la mafia menée par son ami intime Meyer-Lanski. D'autre part, le directeur des sports entretenait lui aussi des liens d'amitié avec des *mafiosi* à la célébrité douteuse. En compagnie d'Alberto Ardura Moya, il ramassait les sommes colossales que renfermaient les multiples machines à sous importées de Chicago, avant d'acquérir avec ce même partenaire l'un des plus grands hôtels de la capitale, l'élégant *Riviera* ouvert en 1957<sup>61</sup>. Avec le dénommé Santo Traficante Jr., il exploitait le *Casino Sans Souci*, très prisé par les touristes américains friands de jeux et d'aventures<sup>62</sup>. Le luxurieux cabaret *Tropicana*, lui aussi, appartenait à des gangsters, parmi eux Ardura Moya et Santo Traficante ainsi que Martin Fox, ami personnel du membre du cabinet Santiago Rey

---

<sup>56</sup> T. J. ENGLISH, *Havana nocturne : How the Mob Owned Cuba – and Then Lost It to the Revolution*, New York, Harper Collins Publishers, 2008, p. 54 et 256 ; Jack COULHON, *Gangsterismo. The United States, Cuba, and the Mafia : 1933-1966*, New York-Londres, OR Books, 2013, p. 26.

<sup>57</sup> *Diario de la Marina*, 28 janvier 1958.

<sup>58</sup> *Bohemia*, 22 avril 1956.

<sup>59</sup> *Bohemia*, 5 janvier 1958.

<sup>60</sup> Enrique CIRULES, *El imperio de La Habana*, La Havane, Ediciones Casa de las Americas, 1993, p. 172.

<sup>61</sup> J. COLHOUN, *Gangsterismo, op. cit.*, p. 26, 260.

<sup>62</sup> David KAISER, *The Road to Dallas. The Assassination of John F. Kennedy*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2009, p. 34-35.

Pernas. Celui-ci fréquentait le *Tropicana* de la même manière que Fulgencio Batista, qui y emmenait l'un de ses fils, sa femme et son beau-frère<sup>63</sup>. Au cours des années 1950, les liens entre le pouvoir et la criminalité organisée s'établirent comme un état de fait presque banal, au point cependant de devenir progressivement insupportables pour la population.

Depuis le temps du gouvernement Grau, l'hippodrome de l'*Oriental Park* et son casino faisaient partie de l'empire de Meyer-Lanski, qui se partageait les bénéfices avec le promoteur officiel Indalecio Pertierra, homme politique particulièrement corrompu<sup>64</sup>. Peu après les événements de mars 1952, Pertierra décida cependant de se retirer. Une crise éclata à l'hippodrome et se prolongea au point que l'ouverture de la saison hivernale en décembre paraissait compromise. Au moment même de sa prise de fonction, Fernández Miranda fut ainsi désigné « inspecteur provisoire de l'hippodrome » par Batista. Il réussit dans un court laps de temps à faire redémarrer les courses et les paris<sup>65</sup>. Le même type de crise se reproduisit néanmoins en octobre 1954. Cette fois-ci, les travailleurs de l'*Oriental Park*, menacés de rester durablement au chômage, s'adressèrent directement à Batista, qui demanda une nouvelle fois à son beau-frère de régler l'affaire<sup>66</sup>. Un nouveau promoteur fut trouvé en la personne de Lowell McAfee Birrell, fraudeur financier de premier rang et condamné plus tard à plusieurs années de prison par la justice états-unienne<sup>67</sup>.

Vers la fin du régime, Fernández Miranda, « *a significant cog in the Havana Mob Machine* » d'après l'auteur américain T. J. English<sup>68</sup>, administrait aussi l'argent procuré par les parcmètres. Fraîchement installés à La Havane sous prétexte de servir à la collecte d'argent pour des actions sociales en faveur des plus pauvres, ceux-ci offrirent une source de richesse supplémentaire pour le clan de Batista<sup>69</sup>. Particulièrement détestés par les Havanais, ils furent saccagés juste après la victoire de Fidel Castro, de la même manière que les machines à sous que Fernández Miranda avait fait installer dans deux salles de *jai-alai* de La Havane, suspendant ainsi leur utilisation à des fins sportives<sup>70</sup>. Au final,

---

<sup>63</sup> J. COULHON, *Gangsterismo*, *op. cit.*, p. 26.

<sup>64</sup> Katherine HIRSCHFELD, *Health, Politics, and Revolution in Cuba since 1898*, New Brunswick, Transactions Publishers, 2006, p. 191.

<sup>65</sup> *Diario de la Marina*, 14 novembre 1952 ; R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 152-153.

<sup>66</sup> *Bohemia*, 2 et 23 janvier 1955 ; *Diario de la Marina*, 31 décembre 1954 et 7 janvier 1955.

<sup>67</sup> Lloyd DUHAIME, *Law's Hall of Shame* [dictionnaire numérique, <http://www.duhaime.org/LawMuseum/LawArticle-1118/Lowell-Birrell.aspx>, consulté le 10 novembre 2015].

<sup>68</sup> T. J. ENGLISH, *Havana nocturne*, *op. cit.*, p. 254. « *Cog* » peut être compris ici comme un jeu de mots, le substantif signifiant « dent d'engrenage », alors que le verbe « *to cog* » se traduit par « tricher ».

<sup>69</sup> J. COLHOUN, *Gangsterismo...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>70</sup> *Diario de la Marina*, 6 janvier 1959.

beaucoup d'habitants éprouvèrent probablement de la haine à l'égard non seulement de Batista mais aussi de son beau-frère<sup>71</sup>.

### Retour à l'Armée

Pendant qu'il était directeur des sports, Fernández Miranda continuait d'être chargé de la sécurité du Palais présidentiel. Le 13 mars 1957, celui-ci fut l'objet d'une tentative d'assaut par un commando du Directorio Revolucionario, bras armé de la Federación Estudiantil Universitaria présidée par José Antonio Echeverría. Les défenseurs réussirent à repousser l'attaque, avec le lourd bilan de 40 morts, dont cinq gardes du *Palacio* et 35 insurgés, dont Echeverría<sup>72</sup>. Fernández Miranda, qui se trouvait à son bureau au Palais des Sports, n'arriva qu'à la fin sur les lieux des combats<sup>73</sup>.

Cuba était entrée dans un état de guerre civile, et cela pas seulement en raison des actions de la guérilla menée par Fidel Castro. En septembre 1957, une mutinerie à la base navale de Cienfuegos fut suivie de lourds combats dans la ville. Par la suite, les services secrets découvrirent que l'action faisait partie d'un plan général de soulèvement dans lequel étaient impliqués tous les secteurs de l'Armée<sup>74</sup>. Devant ces faits, Batista sentit le besoin urgent de placer ses hommes les plus fidèles à tous les postes clés de l'appareil militaire. C'est pour cela qu'il obligea son beau-frère à abandonner la direction des sports pour devenir commandant de régiment à la forteresse San Carlos de la Cabaña qui surplombe l'entrée de la baie de La Havane<sup>75</sup>.

Louis A. Pérez mentionne la carrière militaire fulgurante de Fernández Miranda – passant du grade de lieutenant à celui de brigadier général en cinq ans – comme exemple typique du népotisme de Batista qui, en promouvant ses proches et les membres de leurs familles tout en négligeant le critère de compétence professionnelle, a largement contribué à la faiblesse de l'Armée régulière face aux *guerilleros*<sup>76</sup>. L'exemple n'est pas très bien choisi dans la mesure où il constitue plutôt l'exception qui confirme la règle : l'ex-directeur des sports avait été formé à l'école des officiers sur incitation même de Batista, passage auquel ce dernier n'accordait plus l'importance nécessaire lors de son deuxième règne, cela est certain.

---

<sup>71</sup> Selon T. J. ENGLISH, *Havana nocturne...*, *op. cit.*, p. 164, les Havanais étaient bien au courant que Fernández Miranda s'enrichissait amplement grâce à des activités illégales.

<sup>72</sup> H. THOMAS, *The Pursuit of Freedom*, *op. cit.*, p. 725-732.

<sup>73</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 171-175 ; Raoul Acosta RUBIO, *Cuba, todos culpables. Relato de un testigo : lo que no se sabe del dictador Batista y su época*, Miami, Ediciones Universal, 1977, p. 95.

<sup>74</sup> H. THOMAS, *The Pursuit of Freedom*, *op. cit.*, p. 757-760 ; L. PÉREZ, *Cuba : Between Reform and Revolution*, *op. cit.*, p. 230.

<sup>75</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 177.

<sup>76</sup> Louis A. PÉREZ, *Army Politics in Cuba, 1898-1958*, Pittsburgh, University Press, p. 146-147.



Le général Roberto Fernández Miranda (à droite) et le colonel Piedra (au centre) se font instruire par Francisco Tabernilla (fils du chef d'état-major Francisco Tabernilla Dolz, à gauche) sur les revers de l'Armée dans la province de Las Villas. Photo prise le 18 décembre 1958 (revue *Carteles*, 25 janvier 1959).



Fortaleza San Carlos de la Cabaña (La Havane), la plus grande construction militaire espagnole en Amérique, sous les commandes de Fernández Miranda en 1958. Les grands hôtels et immeubles que l'on aperçoit en arrière-plan sont presque tous de l'époque de Batista. © André Gounot.

Selon le témoignage de Fernández Miranda, dès le début de sa nouvelle mission, « [...] les éléments mécontents furent éradiqués, et par la suite, il n'y eut plus de problème<sup>77</sup> ». Le brigadier général aurait souhaité participer aux combats dans la Sierra Maestra, mais Batista et le commandant suprême de l'Armée, le général Tabernilla – qui restait au camp Columbia –, préféraient qu'il continue d'assurer le contrôle de « la Cabaña »<sup>78</sup>. Jusqu'à la fin, la peur de nouveaux complots au sein de l'Armée fut plus forte que la capacité à mesurer de manière adéquate le danger émanant de la guérilla<sup>79</sup>.

Pendant ce temps, l'ex-directeur des sports tentait vainement d'obtenir pour les troupes combattantes des armes et des avions en nombre et de qualité semblables à ceux que les contrats avec les États-Unis, annulés unilatéralement en mars par la puissance nord-américaine, avaient promis<sup>80</sup>. Après la victoire de la colonne menée par Che Guevara dans la bataille de Santa Clara, qui ouvrait le chemin vers La Havane à l'armée rebelle, et sous la pression de l'ambassadeur états-unien Smith et de ses propres généraux, Batista décida de se retirer. Dans la nuit du 31 décembre 1958 au 1<sup>er</sup> janvier 1959, il monta dans un avion à destination de la République dominicaine, accompagné de sa famille et d'un petit nombre de proches des mondes civil et militaire<sup>81</sup>. Il emmena avec lui une somme très élevée d'argent volé du trésor public ; les estimations vont de deux jusqu'à vingt millions de dollars.

Dès l'été 1959, Fulgencio Batista envoya sa femme et son beau-frère à Miami pour acheter, une nouvelle fois avec le criminel Alberto Ardura Moya, des parts du *Biltmore Terrace Hotel*<sup>82</sup> en vue d'y installer le quartier général pour un groupe d'exilés chargé d'organiser, sous la conduite de Fernández Miranda et du colonel Piedra, des attaques paramilitaires contre le régime castriste. Ce groupe fut à l'origine de bombardements aériens de champs de sucre à Cuba en janvier et février 1960<sup>83</sup>. Que la CIA n'ait pas fait appel à lui pour l'invasion de la Baie des Cochons en avril 1961, planifiée par le gouvernement Eisenhower et exécutée finalement sous Kennedy, peut s'expliquer par la position défavorable du président Eisenhower à l'égard d'un éventuel retour de Batista. En revanche, un certain nombre d'anciens militaires furent impliqués, parmi eux le lieutenant Joaquín de Cueto qui avait été attaché à la CND en tant qu'organisateur de courses automobiles. Il fut capturé lors des combats puis fusillé<sup>84</sup>. Fernández Miranda resta en Floride, représentant les intérêts de Fulgencio Batista jusqu'à

---

<sup>77</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 179.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 180-181.

<sup>79</sup> Cf. L. PÉREZ, *Army Politics...*, *op. cit.*, p. 157.

<sup>80</sup> R. FERNÁNDEZ MIRANDA, *Mis relaciones...*, *op. cit.*, p. 179.

<sup>81</sup> *Carteles*, 25 janvier 1959.

<sup>82</sup> Établissement qui appartenait à la chaîne d'hôtels *Biltmore*, dont le propriétaire n'était autre que John McEntee Bowman, ex-président de l'American Jockey Club à l'hippodrome de Marianao.

<sup>83</sup> J. COULHOM, *Gangsterismo*, *op. cit.*, p. 52-55.

<sup>84</sup> *Miami Herald*, 9 janvier 2002 [http://www.herald.com/, consulté le 26 août 2013].

la mort en 1973 de l'ex-dictateur qui ne pouvait ni retourner à Cuba ni séjourner aux États-Unis. L'ex-directeur des sports, père de trois enfants avec Adela Saif Yabor, décéda en 2009 à Miami, laissant autour de lui l'image d'un homme juste et correct, et toujours rempli d'admiration pour le général Batista<sup>85</sup>.

## Conclusion

Indubitablement, Roberto Fernández Miranda était l'un des principaux, sinon le principal associé du dirigeant suprême pour toute activité servant à l'enrichissement personnel. L'observation de son parcours met en exergue des tendances que Juan Linz a considérées comme étant propres aux régimes sultaniques :

Ce qui compte est l'usage personnel et particulariste d'un pouvoir servant pour l'essentiel les fins privées du chef et de son entourage, et visant pour cela à transformer le pays en leur immense domaine personnel. [...] Dans ce contexte, les frontières entre le trésor public et la fortune privée se brouillent. [...] C'est en définitive cette fusion du public et du privé ainsi que l'absence d'objectifs impersonnels qui distinguent fondamentalement ces régimes de systèmes totalitaires<sup>86</sup>.

Pour le cas de Cuba, l'exemple du secteur sportif fait cependant ressortir des projets et des réalisations qui n'étaient pas exclusivement, parfois même pas prioritairement personnels, à l'image d'ailleurs des efforts déployés en faveur de la santé et de l'éducation de tous. On peut dire qu'il y a eu une contradiction entre les tendances constructives et « sultaniques » tout au long du régime de Batista. Celui-ci était marqué aussi par l'indécision permanente entre l'autoritarisme « pur » et l'acceptation d'un certain pluralisme, au moins d'apparence. Le déroulement du conflit avec le mouvement sportif associatif était d'une part symptomatique de ce facteur de faiblesse du pouvoir, d'autre part, il était représentatif de la distance plus générale de l'élite vis-à-vis du régime.

L'opposition ferme de Miguel de Mœnck et d'autres dirigeants sportifs aux visées de phagocytage politique des organisations sportives par la CND ne fut pas suivie de mesures fortes de répression individuelle ou collective qui se seraient inscrites dans les logiques d'un système autoritaire tel que l'Espagne de Franco. Cet exemple plaiderait en faveur de l'expression « dictature molle » en référence au régime de Batista<sup>87</sup>. Celle-ci renferme cependant une tendance à l'euphémisation quand on pense à la forte augmentation de la violence politique à partir de 1956. Aussi peut-elle invoquer une mise en contraste un peu

---

<sup>85</sup> Voir la nécrologie et les réactions dans le blog de la poète cubaine exilée Zoé Valdés [[www.zoevaldes.com](http://www.zoevaldes.com)].

<sup>86</sup> J. J. LINZ, *Régimes totalitaires et autoritaires*, *op. cit.*, p. 149-150.

<sup>87</sup> Utilisée par Pierre RIGOULOT, *Coucher de soleil sur La Havane. La Cuba de Castro 1959-2007*, Paris, Flammarion, 2007.

simpliste du temps de Batista avec la « vraie » dictature de Fidel Castro. En revanche, au vu des liens forts de Batista et de son beau-frère avec la criminalité organisée, le terme « pouvoir mafieux<sup>88</sup> » paraît tout à fait adapté. Finalement, le régime de Batista s'est différencié d'autres régimes sultaniques<sup>89</sup> en vertu d'au moins deux singularités majeures : d'une part, il avait des côtés constructifs non négligeables ; d'autre part, il donnait une place et une liberté exceptionnelles aux activités de la mafia internationale, au sein de laquelle le chef de l'État et son beau-frère jouèrent en quelque sorte le rôle de « membres honoraires ».

Il reste à savoir à quels moments précis Batista a pris les décisions d'instaurer durablement une dictature et de donner priorité à la poursuite de ses objectifs personnels. Les motifs de la nomination de Roberto Fernández Miranda à la tête des affaires sportives, en novembre 1952, suggèrent la simultanéité de ces deux décisions. Comme nous l'avons vu, la fonction de directeur des sports était associée à partir de ce moment à une posture dictatoriale du pouvoir vis-à-vis du sport associatif, et servait en même temps à ouvrir des sources supplémentaires d'argent au clan de Batista. Or, il semble que cette inflexion ne s'inscrivait pas dans une stratégie fixée au préalable par Batista.

Comme le suggèrent leurs écrits postérieurs à 1958, tous deux semblent être restés persuadés qu'ils avaient travaillé pour le plus grand bien de la nation. Cela peut se comprendre d'une certaine manière : la corruption était déjà arrivée à un tel niveau avant 1952 que Batista et Fernández Miranda ont pu se dire que la déviance faisait partie de la normalité, alors que certaines avancées sociales et infrastructurelles relevaient de la prouesse. Rien n'avait prédestiné Roberto Fernández Miranda, représentant assez typique des classes moyennes havanaises, à une carrière d'homme politique corrompu sauf, comme pour Fulgencio Batista, la confrontation dès le plus jeune âge avec le fonctionnement hautement corrompu de l'Armée. Par ailleurs, Batista exerçait sur lui, en tant que figure quasi paternelle, une autorité à la fois politique et personnelle sans limite, ce qui l'a peut-être conduit à interpréter les abus de pouvoir comme des actes sinon judiciaires, du moins légitimes<sup>90</sup>.

Peu après le 10 mars 1952, les ambassadeurs de l'Espagne et du Royaume-Uni ont noté de manière convergente que Batista était animé d'un désir très prononcé d'être apprécié par « son » peuple<sup>91</sup>. Cependant, il

---

<sup>88</sup> Que l'on retrouve, par exemple, dans Pierre VAYSSIÈRE, *Fidel Castro. L'éternel révolté*, Paris, Payot, 2011.

<sup>89</sup> Comme autres régimes sultaniques apparaissent dans le livre dirigé par H. E. CHEHABI et J. J. LINZ, *Sultanistic Regimes*, *op. cit.* : la République dominicaine sous Trujillo, le Nicaragua sous Somoza, Haïti sous Duvalier, l'Iran sous Pahlavi et les Philippines sous Marcos.

<sup>90</sup> Raoul Acosta Rubio a prétendu que Batista, homme honnête, subissait l'influence négative de sa femme et également de son beau-frère. Il s'agit certainement de règlements de comptes de l'ancien secrétaire privé de Batista qui a dû céder son espace au Palais présidentiel à Martha et Roberto Fernández Miranda. Cf. R. ACOSTA RUBIO, *Cuba, todos...*, *op. cit.*, p. 37, 74 et 119-126.

<sup>91</sup> V. PETTINÀ, *Cuba y Estados Unidos...*, *op. cit.*, p. 112-113.

rencontrait plus de réserves que d'enthousiasme. Il n'est pas exclu qu'il ait agi progressivement sous l'influence d'un sentiment d'affection frustrée, ce qui pourrait expliquer aussi pour partie certains aspects confus et contradictoires dans l'exercice du pouvoir. De telles interprétations, qui renvoient à la psychologie individuelle, restent cependant hautement spéculatives tant qu'une étude biographique détaillée de Batista restera absente pour toute la période à partir de 1940. En effet, à la différence des biographies nombreuses de Fidel Castro, un seul travail sérieux a été consacré jusqu'à présent à la figure de Batista, et il ne couvre que la période antérieure à sa première présidence<sup>92</sup>. Pourtant, l'accès au pouvoir et le succès populaire de Castro sont dus en grande partie aux errements à la fois politiques et moraux de Batista après 1952, qu'il serait tout à fait intéressant de mieux comprendre.

---

<sup>92</sup> F. ARGOTE-FREYRE, *Fulgencio Batista...*, *op. cit.*